

ObamaCare : le Président fait un pas en arrière...

Author : Rédaction RC

Categories : [ObamaCare/Health Care Bill](#)

Date : 11 septembre 2009

Anticipant, mercredi matin, sur le discours qu'**Obama** devait donner le soir même aux deux chambres réunies sur son projet de réforme du système de santé, **Bill Donohue**, le président de la **Catholic League**, croyait pouvoir affirmer : « *Le président **Obama** fera-t-il allusion ce soir à l'avortement ? Il n'y a aucune chance* ».

Bill Donohue s'est trompé. **Obama** y a fait plus qu'une allusion puisqu'il a juré par serment – cochon qui s'en dédit – ce qui suit : « *Et je veux encore lever un malentendu : dans notre projet, aucun dollar fédéral ne sera utilisé pour financer les avortements, et les lois fédérales protégeant la clause de conscience seront maintenues.* »

Si ces dernières doivent être « *maintenues* », pourquoi avoir annoncé au printemps dernier et à grands sons de trompes qu'on allait en concocter une nouvelle ? Premier doute.

Si aucun dollar fédéral n'ira au financement de l'avortement – alors que la rédaction actuelle du projet de loi rend la chose possible –, pourquoi ne pas tout simplement inscrire dans ce projet

de loi et en toutes lettres cette promesse ? Deuxième doute.

Tant que le maintien des lois fédérales protégeant la clause de conscience et l'interdiction de consacrer le moindre dollar du contribuable à l'avortement ne seront pas expressément inscrits dans

le projet de loi, les membres catholiques du législateur ne pourront pas, en conscience, voter ce projet de loi auquel **Obama** tient tant – parce qu'il est aussi fondamentalement un étatiste et un collectiviste. **Obama** a trop menti tout au long de sa carrière militante et politique, lors de la campagne électorale et y compris depuis le bureau ovale de la Maison Blanche, pour qu'on puisse le croire sur parole. Le faire serait d'une grande naïveté.

Tout en accueillant « *favorablement, en particulier l'engagement du Président à exclure le financement fédéral de l'avortement et à maintenir les lois fédérales en vigueur protégeant le droit*

de conscience des personnels de santé », **Richard Doerflinger**, directeur adjoint des **Activités Pro-Vie** de la **Conférence épiscopale (USCCB)**, dans un communiqué officiel du 10 septembre, prend bien soin de préciser que l'**USCCB** travaillera « *avec le Congrès et l'Administration pour s'assurer que ces protections seront clairement exprimées dans la nouvelle loi, de telle sorte que personne ne soit contraint de payer pour un avortement ou d'y prendre part comme conséquence de la réforme du système de santé.* »

La double volte-face d'**Obama** – mais attendons que ces “paroles” se traduisent explicitement dans le texte de loi... – constituent une victoire tactique de l'épiscopat et des fidèles catholiques pro-vie des États-Unis, mais, stratégiquement, rien n'est encore acquis. La guerre que mène la culture de mort contre la Vie s'inscrit dans le long terme et obéit au vieux principe léniniste « un pas en arrière, deux pas en avant ». Il s'agit de ne jamais baisser la garde.

